



université

MENSUEL ETUDIANT DE LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE - 17^e Année - Octobre 1971 - Numéro 168 - 1 Franc

ROYALISER L'UNIVERSITE

Congrès Royaliste Universitaire

PARIS - 29/30 Octobre

Correspondants de la N. A. F.

Pour tous renseignements, n'hésitez pas à prendre contact avec nos correspondants ou à leur écrire :

PARIS ET REGION PARISIENNE

PARIS et autres départements non cités :
La Nouvelle Action Française
17, rue des Petits Champs - Paris 1^{er} (4^e ét.)
Tél. : 742.21.93

ESSONNE :

Bertrand de Reviers - Les Cèdres
Voie de Wissous - 91-Massy

HAUTS-DE-SEINE :

Mme Françoise Lusinchi - 3, rue de Madrid
92-Neuilly-sur-Seine
Pierre Brumeaux - 8, rue des Godardes
92-Rueil

SEINE-SAINT-DENIS :

J. Giraud - 109, av. du Président Wilson
93-Plaine Saint-Denis

VAL DE MARNE :

Philippe de Lacvivier - 164, rue du Général
Lec'erc
94-Créteil

VAL D'OISE :

G. Cordin - 8, rue Schaeffer
95-Deuil-la-Barre

FEDERATIONS

NORD - PAS-DE-CALAIS :

Docteur J.-Pierre Dickès - 30, av. Charles
de Gaulle
62-Boulogne

Thierry Moureau - 40, rue Decrombecques
62-Lens

Pierre Charlet - 31, rue du Maire André
59-Lille

Henri Houzet - 23, rue Warein

59-Hazebrouck

BRETAGNE (Finistère, Morbihan, Côtes du Nord, Ille-et-Vilaine) :

Jean de Monneron - Bel Air - Auceleuc
22-Dinan

DAUPHINE-SAVOIE (Isère, Savoie, Haute- Savoie, Drôme) :

La Nouvelle Action Française
4, Square des Postes - 39-Grenoble

DEPARTEMENTS

AISNE :

Mlle M.F. Coustenoble, 19, r. de Charleville
02-Hirson

ALPES-MARITIMES :

Lyonnel Droy - 25, avenue Thiers
06-Nice

ARDENNES :

J.-Pierre Helluy - 34, rue Porte-de-Bourgogne
08-Charleville-Mézières

AUBE :

La Nouvelle Action Française - B.P. 14
10-St-André-les-Vergers

BOUCHES-DU-RHÔNE :

Franck Charriot - 9, avenue Victor Hugo
13-Aix-en-Provence
Jacques de Crémiers - c/M. de Peslouan
Le Corbusier - 13-Marseille (8^e)

HAUTE-GARONNE et départements limitro- phes :

Philippe Ricalens - Le Colombier
09-Saint-Lizier

GIROUDE :

NAF - J.J. Boisserolle - B.P. 37
31-Bordeaux 01

INDRE-ET-LOIRE :

NAF - B.P. 49
37-Tours (Rives du Cher)

JURA :

Jean-Louis Vuillard - rue Claude Faussurier
39-Poligny

LOIRET :

Charles-Eric Lemaigen - 12, rue Eudoxe
Marcille - 45-Orléans

MARNE :

Noël Noizet 8, rue Thiers - 51-Reims

SARTHE :

M. de Lavarène - 85, rue Chanzy
72-Le Mans

SEINE-MARITIME :

N.A.F. - S.C.I.C. - 39, rue de Fontenelle
76-Rouen

VAR :

Fabrice O'Driscoll - « La Caravelle » - Route
de Pierre plane - 83-Bandol

les moyens d'existence d'A.F. - Université

Au cours de l'année scolaire 1970-71, les recettes d'A.F.-UNIVERSITE ont été réparties à peu près également entre :

- recettes des ventes au numéro,
- recettes des abonnements.

Cette proportion n'évoluera pas de façon sensible en 1971-72. En effet, les hypothèses de recettes suivantes sont retenues :

A. — VENTES AU NUMERO.

Le prix de vente unitaire demeure fixé à UN FRANC, tant que la formule actuelle du journal ne sera pas modifiée (mensuel sur 12 ou 16 pages, suivant les mois).

Ce prix de vente au numéro est extrêmement commode. Evidemment, cela fait deux fois le prix des quotidiens à cinquante centimes. Mais ceux-ci devraient passer à soixante-dix centimes d'ici quelques semaines ou dans le courant de l'hiver ; la différence de-

viendra très faible, et nos diffuseurs auront plus de facilités à « écouler » leurs prises mensuelles.

Ces prises sont à commander (par multiples de dix exemplaires) au secrétariat administratif de la Nouvelle Action Française, 17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}. Elles seront facturées aux isolés, aux groupes et sections, sur la base identique de F. : 0.70 l'exemplaire.

Le renom d'A.F.-UNIVERSITE franchit facilement les limites de ses zones classiques de diffusion ; l'expérience l'a montré. Il faut donc savoir se servir correctement de cet excellent support pour la défense et l'illustration des doctrines contre-révolutionnaires, dans tous les milieux.

B. — ABONNEMENTS.

Le tarif normal d'abonnement demeure également inchangé, soit :

UN AN : 12 francs ;

DEUX ANS : 21 francs.

La formule « deux ans », peu couramment employée dans la presse, est tout de même

avantageuse à la fois pour le journal et le lecteur. Le journal peut améliorer ses prévisions à moyen terme et économiser sur ses frais de gestion, tandis que le lecteur est garanti pendant deux ans contre la hausse des prix. Il faut encourager cette formule.

Le tarif réduit des étudiants, à partir du 1^{er} novembre 1971, devient le suivant :

— UN AN : 9 francs.

— DEUX ANS : 15 francs.

Un léger relèvement (dix centimes par numéro) est obligatoire ; en effet, en raison des hausses de prix, le tarif précédent est maintenant déficitaire. Mais, à titre exceptionnel, jusqu'au 1^{er} décembre, tous nos abonnés étudiants ayant souscrit leur abonnement lors d'OBJECTIF 5.000, peuvent nous faire parvenir leur renouvellement pour deux ans, à l'ancien prix de 13 francs. Qu'ils en profitent !

Nous invitons les sections de la N.A.F. à recueillir dès maintenant ces renouvellements, ainsi, bien entendu, que de nombreux abonnements nouveaux.

Michel LEDOYEN

BULLETIN D'ABONNEMENT à renvoyer à A.F. Université, 17 rue des Petits Champs PARIS 1^{er}

Je demande à recevoir A.F. Université pendant an(s)

à compter du mois de et verse la somme de

21 F	normal	— 2 ans	
13 F	étudiant	— 2 ans	
12 F	normal	— 1 an	
8 F	étudiant	— 1 an	

(mettre
une
croix
dans la
case
correspon-
dante)

(majoration de 5 F pour un abonnement sous
enveloppe)

par :	chèque bancaire joint	
	chèque postal joint	
	(Paris 1918-59)	
	mandat-lettre joint	

M. - Mme - Mlle NOM

PRENOM

RUE OU
LIEUDIT

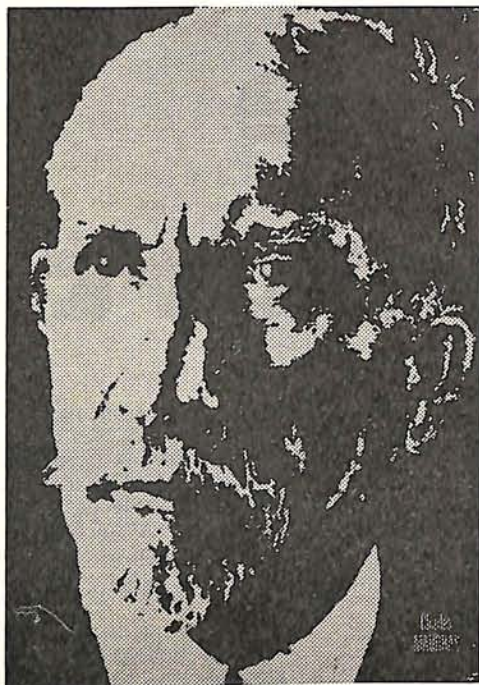
N°

COMMUNE

DEPARTEMENT

Fait le à
Signature :





la contre- révolution spontanée

Bertrand Renouvin

Tristes vacances. Les membres du gouvernement qui avaient vu avec soulagement se terminer le mois de mai, pensaient pouvoir souffler jusqu'à la traditionnelle rentrée sociale. Hélas ! juillet à peine commencé voit un scandale financier compromettre des personnalités du régime, une crise monétaire sans précédent éclate en août, et, comme si ce n'était pas suffisant, Poniatowski et Edgar Faure décident de secouer un peu la majorité. Quand aux policiers, ils n'attendent même pas octobre pour revendiquer avec une violence inaccoutumée.

Si certains ont bien des soucis, d'autres observent les événements avec une joie mauvaise. C'est que ce scandale, ces crises, cette révolte ont un air de déjà-vu. La crise monétaire, n'est-ce pas 1929 qui recommence ? La « Garantie foncière » n'annoncerait-elle pas 1934, et 1958 n'a-t-il pas été précédé par une manifestation de policiers ? Pour ceux qui réduisent l'analyse politique au simple raisonnement par analogie, le régime ne devrait plus en avoir pour longtemps.

Disons tout net que ces hypothèses apocalyptiques ne sont pas les nôtres, même si elles répondent à notre désir d'en finir rapidement avec la démocratie. Ce qui ne signifie pas que nous jugions les événements de l'été sans importance. Bien au contraire, ils nous permettent de faire un certain nombre de vérifications quant à la nature du régime démocratique, et quant au bien fondé de quelques mythes à la mode. Après Panama, « la Gazette du Franc » et les « Bons de Bayonne », l'affaire de la « Garantie foncière » qui est loin d'être tout à fait claire, met une fois de plus en lumière les liens que la démocratie tisse entre sa classe politique et l'argent. La révolte de la police, d'autre part, montre comment un système qui suscite la violence en vient naturellement à être contesté par un appareil répressif qui entend, à son tour, faire aboutir ses revendications. Quant à la crise monétaire, elle vient justifier notre dénonciation du mythe euro-péiste et des théories qui, il y a peu, favorisaient son expansion. Il importe donc, dans la propagande quotidienne, de faire ressortir ces faits et d'en donner l'explication politique, donc antidémocratique, qui s'impose, sans pour autant annoncer que le « grand soir » est pour demain. Il faut en effet remarquer que le scandale financier est loin d'affoler le gouvernement et qu'il ne trouble pas profondément les citoyens. La crise monétaire, quant à elle, provoquera sans doute de graves difficultés économiques, mais rien ne permet de dire que le système capitaliste en sera mortellement affecté. Reste la crise de la police, latente depuis quelques mois, mais qui perd déjà le caractère d'acuité qu'elle a revêtu il y a peu. Sans doute demeurera-t-elle à l'état endémique, mais nous ne sommes pas près de voir les C.R.S. soutenir un quelconque mouvement subversif. Gardons-nous de prendre nos désirs pour des réalités.

C'est oublier, dira-t-on, que les querelles de la majorité finiront par faire éclater la coalition au pouvoir et conduiront ainsi le gouvernement à une défaite certaine aux prochaines législatives. L'argument, qui date de l'ère gaulliste, a l'immense avantage de satisfaire le besoin de confort intellectuel de quelques-uns. Mais, sans compter que nous nous soucions peu de voir remplacer l'actuel gouvernement par un autre tout identique dans sa nature, nous ne pouvons tenir pour certain l'échec de l'U.D.R. Certes, tout et n'importe quoi peut sortir des urnes. Mais l'analyse de la situation actuelle montre que s'il y a lutte de clans, celle-ci a pour but d'assurer à telle ou telle faction une part plus grande du pouvoir mais en prenant bien soin de ne pas le laisser échapper. L'intérêt particulier de chaque clan commande donc l'union dans la bataille électorale. C'est pourquoi l'actuelle majorité, servie par une opposition peu conquérante et par la tendance conservatrice

du suffrage universel, a de fortes chances de l'emporter.

Alors que faire, puisque les braves gens ne savent plus fustiger comme autrefois la république des voleurs, que faire puisque la démocratie a réussi pour le moment à surmonter l'instabilité ministérielle ?

Avant tout, prendre conscience que le combat politique a changé de plan. La rubrique de politique intérieure de nos grands quotidiens n'intéresse plus que les spécialistes, et les pages de politique extérieure ne sont que distraitements parcourus. Avant 1968 (ou avant 1962 ?). Dreyfus, Briand ou de Gaulle suscitaient les passions, on se divisait sur l'Ethiopie ou sur l'Allemagne, on se battait pour l'Algérie... Le débat, aujourd'hui, a changé d'objet.

Mai 1968 a posé le problème de la société dans son ensemble et les combats de l'« après-mai » se sont déroulés sur d'autres terrains, ceux de l'urbanisme, de l'environnement, des transports et des conditions de travail. Et demain on verra éclater la révolte des régions, puis peut-être celle des consommateurs. Ce qui ne signifie pas qu'il faille négliger la politique étrangère ou les événements qui affectent le pays légal républicain. Mais il ne faudrait pas s'y cantonner, sous peine de perdre contact avec les Français actifs qui se préoccupent plus de la situation de leur ville ou de leur région, dont ils souffrent, que de celle de pays étrangers souvent bien lointains.

Il nous faut donc, pour démontrer l'actualité de la solution monarchique, partir de ce qui est connu, de ce qui est ressenti. Il nous faut aussi connaître exactement le sens des mots que l'on utilise, et savoir apprécier les réalités qu'ils recouvrent. Si nous ne prenions pas cette élémentaire précaution, tout débat tournerait à la confusion, alors que la situation actuelle recèle une infinité de possibles : plus de soixante dix ans après Maurras, l'intelligentzia a posé le problème de la finalité des sociétés techniciennes. Dans chaque grande ville, des Français découvrent ce que peut donner la double dictature de la bureaucratie et des groupes de pression. Dans chaque région, quelques uns comme Maurras à la fin du siècle dernier, ayant redécouvert la richesse de leur héritage, cherchent les moyens de reconquérir leurs libertés. C'est là que se situe le combat politique d'aujourd'hui. Ce n'est pas en avançant masqués que nous entraînerons l'adhésion, mais en affirmant nos clairs principes, en faisant apparaître les réalités de notre passé et des temps présents.

Pour entreprendre cette conquête, nous sommes loin d'être dépourvus de moyens. Nous avons la chance d'avoir pu nous libérer à temps de la sclérose intellectuelle et de l'action routinière ou désordonnée. Nous avons surtout la chance d'être les héritiers spirituels d'un maître qui a su établir les conditions immuables de la vie des cités et qui nous a appris les nettes définitions sans lesquelles notre esprit ne pourrait qu'errer : par incompréhension ou par ignorance, on a vite fait d'aboutir à la mutilation et à la trahison pure et simple des idées pour lesquelles Maurras a combattu, on a vite fait de considérer la monarchie comme un pompidolisme amélioré et de qualifier de nationaliste le jacobin de service.

Dans la Contre-Révolution spontanée, Maurras retraçait en trois mots le combat de l'Action française : la recherche, la discussion, l'émulation. C'est là tout notre programme : d'abord l'analyse de la réalité politique d'aujourd'hui, mais aussi retour aux définitions premières, aux principes fondamentaux, à l'esprit profond de l'œuvre que nous voulons faire aboutir ; ensuite, la discussion, qui sera fructueuse si nous savons mener à bien la première tâche, et qui, à son terme, permettra l'éclosion de notre révolution rédemptrice.

L'intelligence en péril de mort

La rentrée scolaire se passe sans drames violents mais dans une morosité annonciatrice d'orages. Dès le 15 septembre, tous les syndicats d'enseignants se sont mis en grève pour des motifs mêlés : dégradation des conditions de travail, caractère bureaucratique du ministère de l'Education Nationale et réduction de la durée des vacances (110 jours par an seulement contre 121 précédemment). On a assisté dans ce domaine à une surenchère entre groupes de pression : le S.N.A.L.C. (CGC) désireux de débordier le S.N.E.S. communiste a fait grève deux jours au lieu d'un. Mais ce n'est pas fini : le S.N.E.S. et le S.G.E.N. (CFDT) ont décidé de faire une grève tournante d'un jour par semaine et par zone (les académies sont regroupées en trois zones) jusqu'à ce que leurs revendications soient satisfaites.

Que sont ces revendications ? On ne sait pas trop. Selon les enseignants, il s'agit de réclamer la rénovation pédagogique (?), de nouvelles constructions scolaires, le rétablissement des postes (avec les indemnités correspondantes) de professeur adjoint dans le 1^{er} cycle, une extension de la participation, l'établissement de structures de dialogue avec les élèves, le renforcement de la discipline, l'allongement des vacances, sans compter le reste et son contraire. Comme les slogans des syndicats sont vagues à souhait, tout le monde peut mettre dessous sa petite idée. « Nous ne savons pas ce que nous ferons mais nous le ferons jusqu'au bout », voilà le thème affirmé avec détermination par toutes les bureaucraties enseignantes.

Les parents d'élèves eux, sont ulcérés par ce qu'ils considèrent comme une pagaille inadmissible et s'insurgent contre des enseignants qui se plaignent de n'avoir que 110 jours de vacances par an. Quant aux élèves ils contemplent tout ce tohu-bohu avec une indifférence morne ou amusée selon les tempéraments.

Il y a gros à parier que la même confusion va apparaître à l'occasion de la rentrée des universités aggravée en médecine par le concours-guillotine institué à l'issue de la seconde année.

Un observateur superficiel serait tenté de dire devant ce spectacle : « Ah, ces intellectuels, toujours en train de se plaindre ! ». Il y aurait à la fois du vrai et une méconnaissance profonde des mécanismes qui conduisent à l'éclatement de l'Education Nationale

enseignants

l'intelligence prostituée

En réalité, nous assistons à une des dernières étapes de cette disparition de l'intelligence que Maurras prédisait voici quelque soixante-dix ans. Les membres de l'Université (enseignants et enseignés), victimes des atteintes du mal, ne savent pas en dénoncer les causes.

Prenons le cas des professeurs. Ils ont réel-

lement raison de se plaindre, mais rarement pour les motifs qu'ils avancent.

Au XIX^e siècle, les enseignants de l'Université napoléonienne, puis républicaine, sont à la fois des fonctionnaires caporalisés par le ministère et les enfants chéris du régime. On exalte les instituteurs « missionnaires laïques de la République ». On parle — et à bon droit — de la République des professeurs. Ces derniers, de Jaurès à Herriot fournissent en effet une bonne part du personnel politique. C'est que les enseignants sont considérés comme l'instrument privilégié de la propagation de l'idéologie démocratique. Transformés en idéologues, ils sont en même temps coupés des réalités de la vie nationale et élevés en vase clos. Ils passent leur vie dans des établissements scolaires soit comme élèves ou étudiants, soit comme professeurs et n'ont guère d'expérience de la vie. Cela les amène trop souvent à être de grands enfants soucieux de leurs privilèges et dont les réactions sont instables. Leur pouvoir et leur prestige ont toujours été artificiels, car le régime démocratique en a fait dans une certaine mesure des singes savants chargés de répandre docilement la « vérité » démocratique moyennant force caresses.

Néanmoins l'enseignant, jusque vers les années cinquante, conservait un rôle précieux par un côté. Il dispensait un reliquat de culture humaniste dans les lycées où se maintenait plus ou moins un enseignement fondé sur le latin le grec, la géométrie euclidienne. C'est-à-dire des disciplines formatrices du raisonnement. Le professeur du secondaire, à défaut de former des hommes, pouvait encore former des cerveaux. Depuis vingt ans ceci était de moins en moins vrai : actuellement ce ne l'est pratiquement plus. L'égalitarisme forcené de la démocratie a achevé, au terme d'une longue évolution, de faire éclater l'enseignement humaniste : le latin et le grec ont virtuellement disparu, la géométrie euclidienne a été remplacée par les maths modernes dont l'utilité scientifique est peut-être indéniable, mais dont le rôle dans la formation du raisonnement est très contestable.

Non seulement l'enseignement secondaire est devenu avec la marxisation du corps enseignant une machine de bourrage de crâne supérieurement perfectionnée, mais il est devenu une officine où l'on ingurgite des connaissances au lieu d'apprendre l'essentiel, c'est-à-dire une méthode. Or, les moyens modernes de communication font que, s'il s'agit d'apprendre les dernières nouveautés aux élèves, l'enseignant, quels que soit son intelligence et son courage, se trouve toujours en retard.

En outre l'application larvée du plan Langevin-Wallon (formation des maîtres par une filière unique, polyvalence des professeurs dans le premier cycle) fait que l'on met trop souvent n'importe qui à enseigner n'importe quoi. Que de fois entend-on un instituteur promu une année professeur de maths en 4^e dire : « Cette année, je vends des maths ».

L'année suivante, il vendra du français... ou de l'espagnol. Débordés, désabusés, ces enseignants perdent foi en eux-mêmes et le respect de leurs élèves qui ont l'impression souvent d'en savoir plus qu'eux. Jamais le terme de prostitution de l'intelligence n'a mieux convenu à propos du monde enseignant. Comme on comprend dans ces conditions le désarroi qui y règne !

enseignés :

l'intelligence assassinée

Lorsqu'on examine la situation du point de vue des élèves ou des étudiants, on ne peut aussitôt qu'être saisi d'horreur. C'est toute une civilisation qu'on assassine. L'enseignement humaniste hérité des jésuites a disparu. Quant à l'enseignement professionnel qui formerait les intelligences de façon moins spéculative en les mettant en contact avec les réalités de la vie quotidienne et aurait lui aussi une valeur formatrice, il n'existe pas : c'est pure plaisanterie d'en voir l'équivalent dans un enseignement technique parfaitement sclérosé. Il y a plus grave : c'est l'étude même de la langue qui est maintenant massacrée. La lecture globale introduisant l'audio-visuel dans la compréhension des structures linguistiques élémentaires, la suppression de la dictée et le mépris pour l'orthographe, la substitution du texte libre à la rédaction contribuent à infantiliser l'esprit. Et nous avons des enfants, des adolescents, qui sont à la fois abreuvés de connaissances hétéroclites, imprégnés de clichés et d'images par la télévision et incapables de maîtriser les mécanismes de base du langage, incapables même d'utiliser correctement le vocabulaire le plus élémentaire. Illogismes fautes de bon sens, emploi invraisemblable de vocables les uns pour les autres abondent dans les copies et aux interrogations orales. Depuis trois ans, la décadence est hallucinante et des enseignants qui n'ont que quelques années de métier, donc encore trop peu âgés pour avoir la traditionnelle nostalgie de leur jeunesse, ont l'impression d'avoir cessé tout d'un coup d'enseigner à des jeunes Français mais de parler un langage incompréhensible à des auditoires bororo ayant la mentalité pré-logique des aborigènes australiens.

A l'heure où les fantastiques progrès des connaissances humaines exigent que celles-ci soient maîtrisées par des êtres équilibrés, c'est-à-dire dont les structures mentales soient fortifiées par tout l'apport de la tradition chrétienne et classique, on est saisi d'une pitié devant ce massacre de toute une génération, de colère devant l'idéologie absurde qui finit de dilapider un des plus riches patrimoines intellectuels du monde. Maurras dit : « Qui prolonge la double courbe romantique et révolutionnaire ouvre à l'esprit une ample liberté de mourir ». C'est d'une cruelle actualité.

1^{er} C.R.U.

PLAN DES TRAVAUX

réagir pour l'intelligence

Conscients de la gravité de la situation, nous ne sommes pas pour autant désespérés par elle. Par une paradoxe qui n'est qu'apparent, elle offre même des possibilités nouvelles pour éduquer cette « révolution rédemptrice » dont parlait Maurras et qui jettera la destruction de la démocratie. Mais, pour cela, il nous faut agir en authentiques empiristes organisateurs et non en conservateurs sclérosés ou en surréalistes gauchistes.

Prenons l'exemple du rapport enseignant-enseigné. Il existe une tension réelle entre élèves qui méprisent un corps enseignant considéré comme sclérosé et professeurs qui se lamentent devant la nullité des « crétins » qui leur sont confiés. Face à la crise un conservateur dira : « Vissons les élèves, rétablissons l'ordre à coups de trique » ; un libéral parlera de participation, de refus du rapport hiérarchique alienant entre professeurs et élèves ou étudiants et un gauchiste groupusculaire dira plus brièvement « Crève salope ». Nous, nous refusons d'entrer dans cette dialectique.

Nous disons aux lycéens et étudiants : « Oui, il est vrai qu'on vous enseigne des choses fausses pour des raisons idéologiques ; oui, il est exact que pour le reste, les cours sont un fatras de connaissances peu formatrices et souvent peu utiles dans la vie pratique. Mais ce ne sont pas les professeurs qui sont en tant que tels responsables. C'est la démocratie qui, en prétendant dispenser un enseignement uniforme pour chacun, aboutit à distribuer une bouillie intellectuelle immanquable pour tout le monde. C'est elle qui, au surplus pour bien conditionner les futurs électeurs, vous désapprend à penser et ne vous arme pas pour les combats de la vie à commencer par l'entrée dans la vie professionnelle ».

Nous disons de même aux enseignants : « Oui il est exact que le niveau de vos élèves est en baisse. Mais ils ne sont dans l'ensemble ni plus bêtes ni plus intelligents que les jeunes Français de 1600, de 1800 ou de 1950. C'est le système d'enseignement dans lequel la démocratie vous a enfermés qui produit ce beau travail. C'est lui qui vous a transformé au surplus en prolétariat intellectuel ».

Aux uns et aux autres nous entendons démontrer qu'ils ont raison de se révolter mais que leur révolte doit être dirigée contre toutes les structures bureaucratiques de l'Education Nationale : ministère, bureaucraties syndicales aux ordres des partis en place (P.C. compris). L'écœurement de tous peut nous faciliter la tâche et réaliser une jonction enseignants-enseignés contre la barbarie démocratique. Plus que jamais la conquête de l'intelligence par l'Action Française est possible, plus que jamais elle est nécessaire.

Jean-Pierre LEBEL
Professeur de C.E.G.

Le C.R.U. se déroulera pendant deux jours. Le vendredi 29 octobre sera occupé par un travail en commissions et groupes restreints ; le samedi 30, une réunion publique permettra d'exposer rapports et travaux.

Notre congrès comporte quatre directions :

I. — Description de l'Université actuelle comme élément essentiel d'un « établissement » sclérosé, intégrée au pays légal sur les plans financier, pédagogique, politico-administratif et, par contre, coupée du pays réel par l'absence de débouchés, par le déracinement de l'étudiant, par la sélection par l'argent.

II. — Après cette étude préalable, nous montrons la nécessité de briser les appareils légaux et les mécanismes mis en œuvre par l'Etat.

Quels sont les éléments qui bloquent notre action ?

a) Le jeu des multiples institutions universitaires (conseils) liées à la loi d'orientation.

b) Les partis politiques et les syndicats (montrer leur spécificité et leurs liens).

c) La difficulté d'amener les étudiants sensibilisés par les problèmes universitaires jusqu'à une réflexion politique.

d) Le rôle et l'importance des mécanismes psychologiques (ex. : phénomènes de solidarité, anti-fascisme...).

II. — Puis, nous pourrions rechercher des moyens pratiques d'action, proposer des solutions et rechercher des forces nouvelles.

Il s'agira alors d'envisager des moyens pour arracher à l'Etat son pouvoir idéologique et administratif afin de séparer l'Enseignement de l'Etat. C'est l'Université libre, expression qui se comprend dans une perspective dynamique et non comme une possibilité dans le cadre centralisé actuel.

Pour l'illustrer, nous rechercherons de nouveaux supports à l'Université libre et autonome (critère du choix, appréciation du rôle actuel et futur de ces supports).

a) L'Université et la Région.

b) L'Université et les professions, l'économie.

c) L'Université et son financement ou les conditions premières de l'autonomie.

IV. — Enfin une dernière partie sera consacrée à la recherche des moyens pratiques à mettre en œuvre pour les mois à venir et à l'étude des conditions de départ.

Cette dernière partie nous permettra d'agir cette année le plus efficacement possible. Certains travaux seront publiés ou feront l'objet de rapports ; d'autres, à usage interne, serviront aux sections et groupes étudiants.

S.N.U.

Renseignements pratiques

1^{er} CONGRES ROYALISTE UNIVERSITAIRE

— DATES DU C.R.U. — Vendredi 29 et samedi 30 octobre. Horaire prévu pour chaque journée : de 9 à 19 heures.

— DEROULEMENT DES TRAVAUX.

— Réunion des commissions le vendredi. Séance publique (rapports et exposés) le samedi.

— PARTICIPATION AUX TRAVAUX.

— S'inscrire le plus rapidement possible. Des concours sont encore demandés pour les deux thèmes suivants : université et régions, université et professions.

— TRANSPORTS. — Pour profiter des billets « Congrès » délivrés par la S.N.C.F., envoyer dès maintenant au S.N.U. les noms et adresses des personnes intéressées pour pouvoir établir leur fiche.

— LOGEMENT. — Envoyer rapidement la liste des étudiants à héberger afin de nous permettre de prendre les dispositions nécessaires.

— PERMANENCE PARISIENNE. — Le lundi et le jeudi de chaque semaine, de 16 à 20 heures, dans les locaux de la Nouvelle Action française, 17 rue des Petits Champs à Paris (1^{er}).

— CORRESPONDANCE. — Adresser toute correspondance (travaux, listes et renseignements demandés) au : Secrétariat National Universitaire (mention C.R.U.) de la N.A.F., 17 rue des Petits Champs, 75 - Paris (1^{er}). Téléphone : 742.21.93.



Pierre BECAT

L'Anarchiste Proudhon apôtre
du progrès social 12 F
Napoléon et le Destin
de l'Europe 26 F

Robert HAVARD DE LA MONTAGNE

Histoire de l'Action
Française 8 F

Charles MAURRAS

La Politique 1926-1927 15 F
Mes Idées Politiques 20 F

Pierre GAXOTTE

La Révolution Française 10 F

Maurice JALLUT

Où va la République 9 F
Carnet de Chants royalistes 3,50 F

Adressez vos commandes au Service librairie, accompagnées de leur montant (augmenté de 1,50 F. pour frais d'envoi) : C.C.P. NAF Paris 642-31.

PREPARER L

La loi d'orientation de l'enseignement supérieur a presque trois ans. Pour la plupart des universitaires et des journalistes, le cap le plus difficile est franchi.

Pour l'homme de la rue, tout va presque bien malgré la persistance de quelques remous et les revendications jamais satisfaites de ces privilégiés que sont les étudiants. Pour le ministre de l'Education Nationale, pour les enseignants réformistes ou conservateurs, seule compte la bonne marche des nouvelles universités, améliorée par les récents « aménagements » du texte de la loi.

l'université fonctionne

A première vue, l'Université française fonctionne. Le processus démocratique s'est déroulé au sein des U.E.R. par les élections et l'installation définitive des différents conseils d'U.E.R., des Conseils d'Université et du C.N.E.S.E.R. (1). Seuls les conseils régionaux ne sont pas encore mis en place. Les statuts, les règlements intérieurs sont rédigés et approuvés par l'autorité de tutelle. Tout cela s'est passé dans le calme et l'indifférence : *trois étudiants sur quatre n'ont pas voté*, ce qui n'affecte en rien la marche de ces rouages.

Les étudiants travaillent ! L'expression est faible car les nouvelles dispositions pédagogiques (contrôle continu plus examens traditionnels) imposent à l'étudiant une somme de travail — très scolaire et pesante — bien plus importante qu'autrefois. D'ailleurs, le travail dans nos facultés ressemble plus aux méthodes de l'enseignement primaire que du secondaire : apprendre pour réciter, accumuler des connaissances. Contrôles hebdomadaires, examens partiels pendant l'année et subtiles réglementations constituent les éléments de notre « environnement pédagogique ».

Les violences ? A part quelques cas isolés cette année, il n'y a pas eu de dégradations, de bagarres ni d'occupations. Et puis la police est là pour réprimer « les actions concertées visant à troubler l'ordre républicain » : elle dissuade les trublions.

La crise de l'U.N.E.F. ? Les querelles intestines des officines syndicales et politiques ? Cette vaine agitation qui fait l'objet d'une rubrique du *Monde* ne concerne que la très petite frange politisée et politicienne du monde étudiant qui a d'autres préoccupations plus graves (débouchés, moyens d'existence...) ou plus futiles.

Ouf ! le spectre de Mai 68, des « événements » est bien passé. Le calme et le travail règnent dans les universités. Seul point inquiétant pour les modérés et les conservateurs : la montée du P.C. Un seul moyen de s'y opposer, nous dit-on : l'union de tous les « nationaux » et autres « européens » ou « libéraux » dans le cadre de la participation. Il n'y a plus de désordres comme en 1968-69. La loi est là, quoique imparfaite, et il est

possible de rendre viable et acceptable cette loi Faure par des « pratiques », des amendements. Telle est la thèse du doyen Vedel.

la «thèse» vedel

Si nous insistons sur les idées du doyen Vedel exposées dans deux articles du *Monde* (22 et 23 juin 1971), c'est qu'elles vont devenir cette année le leitmotiv des conservateurs « bien-pensants ». La thèse est d'autant plus dangereuse que les critiques formulées par cet éminent auteur sont proches des nôtres.

Dressant un bilan de la loi d'orientation, le doyen Vedel rejoint l'ensemble de nos analyses : *l'Université française fonctionne, mais elle tourne le dos à l'avenir qu'on lui avait promis*, elle va dans le sens contraire de celui voulu en 1968.

Il n'y a pas d'autonomie car le Ministère est tout puissant face aux U.E.R. et multiples universités. La participation est un échec parce qu'elle s'est politisée ! Les débats des conseils sont lointains pour les professeurs et encore plus pour les étudiants qui sont des « usagers » de l'enseignement supérieur comme ils le sont de la S.N.C.F. ou du métro. De même le mandarinat s'est renforcé par le jeu des U.E.R. féodales et des influences politiques devenues déterminantes pour le choix des enseignants : en fait de pluridisciplinarité, on a découpé les anciennes facultés en « rondelles de saucisson ». On a désormais « une collection d'unités cloisonnées, divisées par des susceptibilités de rôti à cuisinier, gardées comme des donjons, accueillantes comme des bastilles ».

AUGMENTATION DES DIPLOMES

1955 :	7.500 licences 4.000 ingénieurs
1966 :	18.000 licences 7.500 ingénieurs
1971 ? :	40 à 45.000 licences 10.000 ingénieurs

Quant à la démocratisation, l'égalité des chances, la gratuité profitait déjà aux « nantis », mais n'apporte rien à ceux qui auraient besoin de ressources pour poursuivre leurs études. La dévalorisation des diplômes pénalise les étudiants de condition modeste qui se retrouvent — et c'est déjà difficile — avec une peau d'âne glorieuse mais sans relations pour trouver un emploi. Autre constat : une minorité homogène et organisée colonise l'Université marquée du sceau du libéralisme et de l'individualisme. Un service public se transforme en « bastion politiquement contrôlé ».

Le bilan de M. Vedel est pratiquement le nôtre, ses thèmes sont empruntés à A.F. Université. Alors, pensez-vous, va-t-il remettre la loi Faure en question ?

Pas du tout ! « La question est mal posée, nous dit-il. Ce n'est pas une volonté malicieuse

qui provoque une telle mise en cause. C'est la loi elle-même qui l'impose ». M. Vedel pose la question en termes de droit public. Les lois constitutionnelles de 1875, la constitution de 1958 satisfaisaient tout le monde parce qu'elles ne prenaient pas une position très nette sur le travail législatif. Ce sont des « pratiques » qui ont conduit ces lois dans tel ou tel sens. Votée à l'unanimité, la loi Faure ne peut être contestée, mais il faut imposer des « pratiques » pour améliorer son fonctionnement et rendre possible l'application d'une mauvaise loi, mal rédigée, ambiguë. D'où un certain nombre de réformes réglementaires proposées par le doyen Vedel (création d'un code électoral universitaire, suppression du « suffrage en cascades » pour raccourcir le circuit électoral, etc...), réformes qui alimenteront les rubriques des chroniqueurs universitaires cette année.

Ainsi M. Vedel escamote le problème de fond : l'université rouage de l'Etat destinée à modeler les intelligences et considérée comme un des moyens de l'instauration d'une société nouvelle. En feignant d'ignorer par un juridisme étroit la réalité idéo-politique de la loi Faure, M. Vedel, homme de bon sens, protège la démocratie de ses propres excès et permet à la loi Faure de prolonger sa durée.

Les théories les plus « fumeuses » s'inclinent devant les réalités de la vie, si elles veulent durer. Les théories de Rousseau sont encore officielles et incontestées parce que des « braves gens » en ont corrigé les excès, et la démocratie en France se réforme par une petite jeu peut durer longtemps...

C'est la même chose pour l'université. Les conservateurs acceptent maintenant la loi Faure parce qu'elle ne crée plus de désordres, mais oublient (ou feignent d'oublier...) qu'elle est une cause du désordre. Mieux, ils proposent des améliorations que les réformistes et les révolutionnaires, enlignés dans leurs rêves de l'homme idéal dans une société idéale, se raient incapables d'apporter.

Tous ces gens-là oublient qu'on ne laisse pas se développer l'erreur dans les esprits, sans en avoir les tragiques conséquences. Redrière, ils ne voient plus les liens qui unissent l'université à la nation et à son avenir.

Cette thèse Vedel est un des ennemis à abattre. Nous nous y emploierons.

la réalité du monde universitaire

Plus que jamais, les universités, par la tutelle de l'Education Nationale, sont les éléments du pays légal sur les plans financiers, pédagogiques et administratifs. Plus que jamais les universités ne sont pas intégrées au pays réel. Coupées du monde, de la vie sociale, elles se réfugient dans la pure abstraction, le délire verbal, et n'ont qu'une fonction : leur propre reproduction.

E.C.R.U.

PARIS

29-30 octobre

Prenons quelques exemples. L'autonomie des universités suppose d'abord une autonomie au plan du financement et du contenu des programmes. Pratiquement, les nouvelles universités, plus faibles que les anciennes facultés, quémangent leurs crédits toujours insuffisants, les intérêts politiques devenant primordiaux pour la solution des conflits. Notre droit public interdit une véritable indépendance financière en vertu du principe d'universalité du budget qui interdit l'affectation directe de recettes à une collectivité publique.

Au plan des programmes, l'Etat est souverain pour imposer ses vues car il peut refuser de reconnaître la validité de tel ou tel diplôme au plan national. Un cours contre-révolutionnaire est impensable ! Au plan administratif, le Recteur, chancelier de l'université, a pour interlocuteur une assemblée parlementaire et un président élu, prisonnier de ses électeurs.

L'insertion dans la vie professionnelle ? Le rôle d'une université bien conçue consiste à dispenser un savoir et des connaissances permettant une entrée dans la vie active. Le diplômé doit permettre de trouver, sinon une profession bien définie à l'avance, du moins un emploi correspondant aux goûts et aptitudes de la personne, et utile à la société. Or à l'heure actuelle, malgré des expériences intéressantes mais ambiguës, les filières de formation sont celles du XIX^e siècle !

La promotion des meilleurs et l'égalité des chances ? La politique de démocratisation et de scolarité prolongée dans le cadre du tronc commun aboutit à la baisse du niveau des études, à la prolongation de leur durée, au vieillissement des lycéens et étudiants, et à la suspension des lycéens et étudiants. Conséquences : multiples et coûteux établissements parallèles dispensant un enseignement parallèle, en plein développement, dont les « produits » directement utilisables sont très recherchés. L'ordre domine.

SELECTION PAR L'ECHEC

- un étudiant sur six obtient son diplôme.
 - 5 à 10 % des étudiants obtiennent leur diplôme au cours d'une scolarité normale.
 - Pourcentage de réussite (niveau licence) :
 - 24 % en Droit
 - 50 % en Lettres
 - 56 % en Sciences
- Que deviennent les autres ?

Nous retrouvons toujours le même problème : comment démocratiser et conserver une élite indispensable à toute société ? L'origine, est-il besoin de le rappeler, réside dans la conception républicaine de l'enseignement pour fonction de fabriquer des citoyens-a pour fonction de fabriquer des principes pour électeurs acquis aux grands principes pour créer une nouvelle société fondée sur l'égalité, la liberté.

Nous pouvons juger l'arbre à ses fruits ! La petite élite s'obtient par « l'orientation », la « sélection qualitative » c'est-à-dire la sélection par l'échec : seul expédient pour surmonter les contradictions de l'Education Nationale. Ainsi on nourrit d'illusions les jeunes, leurs parents et les « braves gens », on privilégie l'intellectuel sur le manuel, on élimine de la façon la plus sournoise les moins aptes à suivre l'enseignement encyclopédique.

Un tel état d'esprit, de tels résultats jugent une politique d'enseignement et le régime qui en est la cause. Cette politique est contraire au bien commun de la Nation et à l'intérêt personnel de chacun. Ce calme relatif, cette absence de désordres n'est pas l'Ordre. La loi Faure, source d'injustices et de troubles graves, n'est pas la Loi.

notre rôle

Notre rôle sera de rappeler et de démontrer sans cesse le bien fondé de nos analyses en partant des problèmes quotidiens et concrets pour replacer la question universitaire au niveau du Politique. Que l'on comprenne bien qu'il n'y a pas de problème universitaire en soi, mais seulement un aspect universitaire du problème politique. La question universitaire ne sera résolue qu'une fois réalisé le Politique d'abord.

Mais le renversement des structures politiques actuelles exige de créer des brèches dans le système, en particulier au plan de l'enseignement, en combattant les rouages étatiques et centralisateurs, en dénonçant et en s'opposant à l'emprise idéologique de certains cours.

Il faut aussi rechercher dès maintenant comment une Université autonome est possible, comment il est possible de donner d'autres supports aux universités pour accepter et illustrer le divorce Pays légal/Pays réel. Toucher à l'enseignement, c'est toucher l'Etat démocratique en son point vital. Voilà notre tâche.

A qui nous adressons nous ? A tous ceux qui dans les universités ressentent le joug centralisateur : étudiants, assistants, agents administratifs. Il nous faut rechercher les étudiants « utiles », ceux qui sauront dépasser leurs petits problèmes personnels et sortir de leur routine intellectuelle et matérielle, pour comprendre la dimension politique de l'Enseignement.

Pourquoi privilégier dans notre action l'Université ? Toute société a besoin de biens matériels pour vivre mais il lui faut un support intellectuel et moral pour donner des raisons de vivre à ses membres. Le monde moderne a plus qu'un besoin de biens spirituels, moraux et intellectuels : les biens consumptibles ne suffisent pas.

Au sein de l'Université une élite se prépare. Cette élite intellectuelle aura à jouer un rôle de plus en plus important pour développer et orienter le monde né de la seconde révolution industrielle. La recherche fondamentale et

appliquée constitue le capital indispensable à tout développement.

POPULATION UNIVERSITAIRE (1969-70)

Lettres	196.000
Droit et Sciences économiques	127.000
Sciences	123.000
Médecine	98.000
Pharmacie	20.000

Nous savons l'importance des Idées dans l'histoire et plus particulièrement dans notre pays. Des clubs et sociétés de pensée ont préparé au XVIII^e siècle le plus grand bouleversement politique et intellectuel des Temps Modernes après la Réforme. C'est par la conquête des intelligences que la Contre-Révolution se fera, par un « complot à ciel ouvert ».

Les besoins de la société industrielle moderne exigent une formation permanente, un recyclage des adultes. L'université cessera, peu à peu, en partie seulement, d'être le monopole des jeunes. De plus, sous peine de tomber dans l'ésotérisme, elle devra se brancher sur la vie, ce qui implique que notre propagande parte du réel d'aujourd'hui pour rendre crédible notre message politique.

1^{re} C.R.U.

Notre premier Congrès Royaliste Universitaire analysera et reprendra les points principaux de la situation présente et aura pour but de définir, d'orienter notre action qui cette année se fixera des objectifs dans le monde universitaire, en vue de conquérir une part importante de l'Intelligence.

Déjà se dessinent trois orientations :

① Dénonciation des cas flagrants de liaison endoctrinement-enseignement. Séparation de la fonction enseignante et du rôle idéologique de l'Education Nationale. Thème de l'Université « a-légale », illustration de l'autonomie véritable et de la séparation de l'université et de l'Etat.

② Attaque violente contre l'« ordre établi » des fauristes et des conservateurs, qui n'est pas l'Ordre et qui nous mène à la catastrophe. Utilisation du mécontentement. Dénonciation du scandale des conseils et des politicards.

③ Prise en main, à tous les niveaux, de l'appareil universitaire, en dehors et contre les conseils. Par exemple, réunir les délégués de chaque T.D., des professeurs, des assistants en un contre-conseil d'U.E.R. ou d'université.

Ce travail exige une discipline personnelle et collective, le choix d'objectifs limités et précis. Si nous prenons conscience de la force potentielle de nos idées et si nous parvenons à les concrétiser par des actions, nous disposons alors d'un arsenal considérable.

Patrick PLESSIS

(1) C.N.E.S.E.R. : Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

DROITE - GAUCHE

les deux faces de la subversion

« Père, gardez-vous à droite, gardez-vous à gauche ». Les imbéciles ont souvent transposé ces mots historiques sur le plan de la politique républicaine pour leur faire dire « rangez-vous au centre ». Inutile de préciser que pris dans ce sens, ce genre d'aphorisme requiert de notre part, comme dirait l'autre, une somme inépuisable de mépris. Mais il est peut-être possible et même souhaitable de faire la transposition dans un sens différent qui nous mette sur la voie d'une vérité féconde.

Ainsi, on dit souvent en continuité avec la sagesse antique que la vertu est dans un juste milieu. Autre aphorisme méprisable s'il signifie qu'en somme la bonne vie est dans une honnête médiocrité. Mais si l'on songe avec Aristote que ce juste milieu est selon l'expression de Maritain « un juste milieu d'éminence » qui échappe à des erreurs contraires, la perspective se trouve radicalement transformée. Par exemple la sincérité s'oppose tout autant au dénigrement de soi qu'à la vantardise, la perspicacité au conformisme qu'au non conformisme. Le juste milieu est donc un point de perfection dont l'approche exige un effort qui n'épuise pas la nature mais au contraire la parachève et reçoit d'elle en retour sa récompense.

Cette loi découverte par les moralistes pourrait bien nous mettre sur la voie d'une règle d'hygiène intellectuelle : rien n'est plus dangereux que de répliquer à une erreur extrême par une proposition diamétralement opposée. Cette proposition a toute chance d'être une erreur contraire mais tout aussi funeste. Certains usent mal de leur liberté ; est-ce une raison pour chanter les mérites du totalitarisme ? Cela a l'air d'aller de soi, mais il n'est pas sûr que la plupart ne succombent pas au vertige de cette dialectique de l'erreur.

Prenons la question du gauchisme puisqu'elle est d'actualité. Nous l'avons nommé dans ce journal le surréalisme de la politique en montrant qu'il poussait à son terme l'erreur métaphysique de la Révolution : refus de reconnaître l'ordre structurel de l'univers, de la société, de la personne... Cette analyse n'a pas empêché certains de nous habiller en complices ou sympathisants d'un phénomène dont nous nous appliquions pourtant à juger les vrais dangers. Incompréhension ? Certes. Mais ne serait-ce pas aussi parce que nous nous refusions à retomber dans le folklore et les déraisonnements du « droitisme » ?

On va se récrier. Comment ? Mettre dans le même sac gauche et droite, la contestation et l'ordre, la révolution et la tradition ? Désolé, mais de Chateaubriand à Brasillach, la droite a connu tant d'aventures intellectuelles et politiques aberrantes qu'il est permis de revoir ce que cela signifie exactement, « être de droite ».

Si cela signifie prendre le total contrepied de la gauche, l'étiquette est peut-être justifiée mais elle n'est pas forcément honorable. La gauche conteste, la droite défend l'ordre établi ? Ah bon ! On ne voit guère ce qui fonde en ce cas la supériorité de la seconde sur la première. Toute la question est de savoir sur quoi s'acharne la contestation et si cet ordre est vraiment l'ordre. La contestation peut être très bien contre-révolutionnaire et l'ordre établi révolutionnaire. Donc méfions-nous des étiquettes qui ne sont que des étiquettes.

Mais cela n'est qu'une toute petite part de la question. Car il y a beaucoup plus important et plus grave et il importe aujourd'hui de le dire avec une totale netteté : la subversion n'est pas seulement de gauche, elle peut être aussi de droite. On pourra toujours rétorquer qu'une droite subversive n'est plus de droite, mais l'objection pourrait bien n'être qu'un sophisme et une échappatoire.

Il s'agit en effet de savoir si dans la volonté de s'opposer à des erreurs dites de gauche, on ne se fourvoie pas dans d'autres erreurs qui, qu'on le veuille ou non, sont en dépendance idéologique et historique de la droite. Chateaubriand peut être difficilement classé à gauche. N'empêche que son traditionalisme est foncièrement subversif de la tradition. Qui classera Brasillach à gauche ? N'empêche que son goût de l'ordre l'a précipité dans la servitude de sa pire caricature.

On voit des garçons qui par refus du gauchisme, des cheveux longs et des hippies, se rasant le crâne, se promènent dans des tenues para-militaires et arborent des insignes nazis. Ce sont évidemment des gamineries qui souvent passent avec l'âge. Pourtant, dans certains cas, elles peuvent se prolonger dans un moralisme d'attitude qui cherchera à se justifier par une théorie droitiste foncièrement révolutionnaire.

Dans une couche de la jeunesse extrêmement réduite heureusement, on voit évoluer ces nazillons qui professent une sorte de sous-nietzschéisme qu'on aura le plus grand mal à apparenter à la gauche. Et pourtant !

Entre le gauchiste qui nie toute différenciation sociale et le droitiste qui refuse au « nègre » et au juif la dignité humaine, il y a peu de points communs, sinon la communion dans l'erreur, même si elle est différente et de nature opposée. Il importe donc de dénoncer avec la plus grande énergie l'erreur droitiste, source d'une barbarie égale à celle de gauche... sinon pire.

Cette dénonciation ne sera possible que si l'on prend résolument parti pour l'intelligence contre ce moralisme esthétique qui est justement le propre du droitisme. L'intelligence dans son souci de connaître l'essence des choses se moque des attitudes, elle rompt avec la dialectique de l'erreur.

C'est pourquoi il ne serait peut-être pas mauvais pour l'intelligence politique de laisser de côté ces catégories de gauche et de droite qui la retiennent dans des considérations étrangères à la recherche pure et simple du bien des hommes et de la cité.

Ceci dit sur le fond de la question (nous serons tout de même amenés à y revenir car il faudra régler une bonne fois son compte à la subversion droitiste), qu'on nous laisse en paix avec les bons jeunes gens d'extrême droite. Si parmi ces gamins il en est qui ont un peu de bon sens, ils laisseront la politique pour revenir à leurs chères études. Quant aux autres, s'ils sont profondément tordus, ils devront être dénoncés avec la dernière énergie comme les pires adversaires.

En aucun cas, nous ne leur accorderons le titre d'alliés dans notre combat politique, à moins qu'ils n'opèrent une véritable conversion intellectuelle. Nous n'avons pas à transiger avec la subversion.

Certains nous taxeront peut-être de sectarisme, d'autres d'être plus indulgents aux gauchistes. C'est mal poser la question. Nous pouvons très bien ouvrir un débat avec l'adversaire sans le reconnaître pour allié. Il est vrai qu'avec la droite subversive cela fait problème. Peut-on ouvrir un débat avec des gens dont le propre est d'ignorer l'intelligence ?

Gérard LECLERC

AF université

Amitiés Françaises Universitaires

17, Rue des Petits Champs
PARIS 1^{er}

Directeur : Michel Ledoyen
Directeur de la publication : Yvan Aumont

Abonnement d'un an :
12 F — Etudiants : 8 F
De deux ans :
21 F — Etudiants : 13 F

C.C.P. A. F. Université Paris 1918-59

Société de Presse Berrichonne
5, Rue Macdonald, 18 - Sancerre

note de lecture



« Dans un monde malade où triomphe l'homme-robot, la France donnera-t-elle le signal de l'insurrection de l'esprit ? »

Nous manquons de maîtres-livres, dit-on : je ne suis pas entièrement de cet avis. Je viens de parcourir *Français, si vous saviez* (1) de Bernanos. Quelle puissante analyse de la société contemporaine nous retrouvons là, dans la colère de l'homme révolté de *La grande peur des bien-pensants* ! Le plus lucidement du monde, Bernanos voit le processus infernal dans lequel s'engage la civilisation après la seconde guerre mondiale.

1945, c'est l'euphorie, la victoire des démocraties sur les dictatures. Ridicule, dit Bernanos ! La victoire de la Liberté ? puéril ! L'Etat moderne, qu'il soit libéral, marxiste ou fasciste, représente la même déviation totalitaire. Il n'a jamais appartenu au peuple, surtout dans les démocraties, de présider à ses destinées. « Sous prétexte de ne rien opposer au progrès, vous avez rêvé de faire une société incroyablement instable, toujours disponible pour n'importe quelle expérience de justice sociale, une société-girouette montée sur le roulement à billes du suffrage universel, et si sensible que le déploiement de quelques milliers de voix fut instantanément capable d'en changer l'orientation. Tout cela était bien joli sur le papier. Mais d'abstraction en abstraction, cette société a perdu son volume et son poids. Elle sera bien-tôt même absolument ingouvernable, pour la raison qu'elle ne présentera plus aucun point fixe où établir un gouvernement quelconque. Elle sera tout au plus qu'administrable, et encore la formule ne convient qu'à moitié. L'administration sera proprement substituée à la société, elle sera la société tout entière. L'homme social aura disparu depuis trop longtemps, comme espèce organisée, la masse humaine,

brassée par la machinerie égalitaire, présentera le degré d'homogénéité indispensable, la personne y aura fait place à la fonction ».

C'est là l'annonce de la grande mutation technocratique de l'après-guerre, un thème que l'on rencontre tout au long du livre. Il n'y a plus d'Etat au sens classique du terme. Il n'y a plus de société. On parlera de marché, de conseil d'administration, mais plus de politique, le pouvoir politique s'étant montré une fois de plus incapable de gérer les biens du corps social. La Libération a permis l'élimination de l'ennemi de l'extérieur, maintenant occupons-nous de l'Etat ! Il faut « crever la panse », commencer une « guerre de libération nationale » évoquée naguère par Pierre Debray, pour supprimer l'ennemi de l'intérieur. Toutes ces réalités sont méconnues de la classe politique régnante. La démocratie chrétienne couvre de ses idées « généreuses » le problème de l'inefficacité des structures légales du pays. Il suffit de lire les papiers du François Mauriac de l'époque pour s'en persuader.

On peut envisager avec optimisme l'avenir de la société à partir de la joie provoquée par la libération du territoire, mais ce n'est pas remédier à la maladie moderne de la société : l'Etat. Le durcissement progressif de cette institution n'est pas conjoncturel mais la conséquence d'une certaine idée des rapports sociaux qui est l'idéologie démocratique. Ce n'est pas plus le M.R.P. que le P.C.F. qui réaliseront dans ce cadre le maximum de liberté. Le pouvoir n'appartient plus à ces état-majors mais à la technocratie envahissante. Les comédies électorales ne sont là que pour distraire et malheureusement récupérer les revendications du pays réel dans des antagonismes stériles, en dehors de la véritable problématique qui est institutionnelle (« politique d'abord »). La croissance des compétences de l'Etat, sa massification progressive et son incapacité grandissantes ont provoqué une réaction de la part des gestionnaires économiques de la société qui se sont finalement substitués à lui. « Eh bien, il y a des millions d'hommes dans le monde qui ne croient pas à cette civilisation. Qui ne croient plus aux régimes dont le seul but est l'Etat. Inutile d'opposer communisme et capitalisme, c'est là la même chose. Tous deux aboutissent à l'énorme croissance de l'Etat qui s'est substitué à l'homme comme un cancer à l'organe qu'il détruit, l'Etat exploiteur de citoyens ».

La société moderne se caractérise par une quantification des rapports sociaux et ainsi par une réduction des libertés. Il n'est donc plus question de se battre pour la « vraie démocratie », pour celui qui croit la détenir. Il faut poursuivre la guerre de libération nationale, guerre qui sera d'abord une insurrection intellectuelle, signe avant-coureur d'une révolution politique indispensable. « Pour venir à bout du système, il faudrait une révolution spirituelle analogue à celle d'il y a deux mille ans, je veux dire une nouvelle explosion des forces spirituelles dans le monde. Il faudrait d'abord et avant tout respiritualiser le monde. Pour une belle tâche, il est temps, il est grandement temps de mobiliser en hâte, coûte que coûte, toutes les forces de l'Esprit, Dieu veuille que ce mot d'ordre parte de mon pays aujourd'hui humilié, Dieu veuille que la France donne au monde ce message qu'il attend, et qui sonnera partout le signal de l'insurrection de l'Esprit ». (Carrefour 13-2-1947). C'est l'humanité qui attend notre contre-révolution, ne la laissons pas sombrer dans le surréalisme politique !

Dans une foule de détails, d'articles de conjoncture, ce livre recèle des analyses prodigieuses sur notre temps. Il doit se trouver dans la bibliothèque du militant contre-révolutionnaire.

Marc HEDELIN

(1) *Français, si vous saviez* (1945-1948) par Georges Bernanos. collection Idées. N.R.F.

I. P. N.

L'Institut de Politique Nationale modifie sa vocation en diversifiant ses activités. Placé sous la direction de Gérard Leclerc et de Bertrand Renouvin, membres du Comité directeur de l'Action Française, l'Institut a désormais pour tâche d'organiser et de surveiller toutes les activités relatives à la transmission de l'enseignement contre-révolutionnaire.

Deux branches fonctionnent déjà : la première est chargée de la mise en place et du contrôle des cercles d'études sur le plan national, la seconde élabore et diffuse le matériel pédagogique, support indispensable de tout enseignement. Les autres activités se mettront en place au fur et à mesure des besoins.

Comme prévu, le « petit manuel à l'usage des militants » (cf. A.F. Université, sept. 71, pp. 4-5) commencera à sortir ce mois-ci. Présenté sous la forme d'un « polycopié » de deux cents pages, le « petit manuel » sortira en trois livraisons au prix de 4 F chacune. Toutefois une souscription pourra être faite pour l'ensemble au prix de 10 F.

Dates de parution :

1^{re} partie - *La France* : vendredi 29 octobre 1971.

2^e partie - *Les grands courants politiques contemporains* : vendredi 31 janvier 1971.

3^e partie - *L'Action Française* : mars-avril 1972.

Rappelons que le « petit manuel », dont l'emploi suppose un bon niveau de culture générale, reste accessible à tous et qu'il a été élaboré dans une perspective pratique de discussion. Signalons aussi que les trois parties constituent exceptionnellement cette année le programme officiel correspondant aux trois trimestres pour les cercles d'études de la Nouvelle Action Française.

Se procurer le « petit manuel » constitue un impératif pour tous les militants.

BON DE COMMANDE

NOM

Adresse

Je désire exemplaire(s) du « petit manuel » :

— Formule 1 (10 F) : F

— Formule 2 (4 F) première partie : F

C.C.P. N.A.F., Paris 642-31



Cavanna présidant une conférence de rédaction vu par Fournier dans « La vie des gens ».

lettre ouverte à François Cavanna, rédacteur en chef de "Charlie-Hebdo"

Mon cher Cavanna,

Je t'appelle ainsi en raison du plaisir que j'éprouve à me souvenir des premiers numéros du mensuel *Hara-Kiri*, que je lisais en cachette au lycée et que je refeuillette aujourd'hui avec autant de curiosité. Il coûtait cher, aussi en achetions-nous un à plusieurs, ce qui fait que je ne les ai pas tous, et je le regrette bien. C'était pour nous un ballon d'oxygène, quelques pages sur lesquelles on s'extasiait ; presque une communion. Nous faisons nous-mêmes un petit canard potachique, manuscrit et confidentiel qui en était le sosie. Il m'est difficile d'expliquer exactement comment nous ressentions l'esprit « bête et méchant ». La découverte d'un surréalisme expurgé de son pédant, d'un langage mi-célinesque, mi-automatique, d'une verve dévastatrice, tout cela faisait notre délectation. J'ai préparé mes deux bacs entre *San-Antonio* et *Hara-Kiri*. Je crois avoir

été, et être toujours sur la même longueur d'onde que le Cavanna de 1962.

Mais le bête et méchant ne constitue plus que 10 % à peine du *Charlie-Hebdo* d'aujourd'hui. Le reste se veut intelligent et rédempteur. Il est surtout rasoir et insipide. Pire que ça : décevant. C'est devenu vraiment bête, au premier degré cette fois. Et pas du tout méchant. Tu as trahi.

Je comprends qu'après plusieurs années passées dans la raillerie sans concession, la destruction isotrope et l'anarchie systématique, tu aies ressenti le besoin de *conclure*, de *répondre*. Je suppose qu'au début vous n'étiez qu'une équipe de copains, et qu'un beau jour il a fallu se trouver une raison sociale, se définir matériellement et intellectuellement. Et tu as trouvé ta voie dans un gauchisme bon enfant, primesautier d'apparence mais de plus en plus conformiste.

Ceci dit, ça paye. Ne va pas chialer sur tes revenus. La presse rouge, c'est un bon cheval. Tonton Maspéro, Dassault et Boussac, c'est du kif. D'ailleurs, vous vous soutenez admirablement ; tu as fait de la publicité pour *Action*, pour *Rouge*, pour *Politique-Hebdo*...

Ton canard est au goût du jour, il choque dans le bon sens. Certes, c'est le meilleur du genre. Quand une page de Reiser est vraiment géniale, on pardonne tout. Mais j'ai du mal à comprendre comment, après avoir pourfendu tous les travers de ce monde, tu t'agenouilles devant les plus éculés, les plus sordides, les plus rétrogrades d'entre eux. Ton baveux reprend à son compte le florilège combiste et défaitiste de la gauche immonde et fangeuse. Ce n'est plus qu'un *Canard Enchaîné* évolué, si tu es sensible à cette insulte suprême. Pour ce qui est du parti-pris, de la mauvaise foi et du raisonnement borné, il rattrappe à grands pas son retard sur les champions de la catégorie.

Charlie-Hebdo insulte la France et la civilisation occidentale de la manière la plus dégueulasse, la plus nihiliste qui soit. Je ne suis pas le seul à te le dire, mon cher Cavanna, et tu me réponds en montant habilement en épingle, dans ton courrier des lecteurs, ceux qui te crient leur indignation au nom de la moralité publique. Et tu as beau jeu de dire : « Qu'est ce que les gens de droite peuvent être cons ! ».

Argument non valable ! Aujourd'hui, c'est bien à gauche que se trouvent concentrés tous les bigots, les hypocrites, les vieux marmiteux, matagots boursoufflés qui sont interdits de séjour à Thélème ! Et s'il se trouve que les jeunes sont de ton côté, ce n'est pas par intelligence, c'est par mode, par conjoncture. Car la gauche monopolise tous les moyens d'expression. Elle règne en maître sur tout notre enseignement. Les gosses apprennent à penser à gauche, et ils croient sincèrement que la gauche est révolutionnaires, qu'elle satisfera leurs aspirations et leur soif d'absolu ! Et ils sont roulés, berlurés sur toute la ligne.

Nous, nous ne possédons pas ces moyens de pénétration. Ça sera dur de renverser la tendance. Les gens qui viennent chez nous, c'est parce qu'ils sont passés au stade supérieur de la révolte, du non-conformisme ; ils voient que l'espérance est contre-révolutionnaire. Et d'ailleurs, dans tes recherches, tu le sens de temps à autre. Comme Fournier. Mais tu restes prisonnier de certains tabous que tu n'as pas appris à remettre en cause, alors que tu dois sincèrement croire être dégagé de tout a priori. Et le premier d'entre eux, c'est : « il n'y a rien d'intéressant à retirer des gens que l'on nomme de droite ». Je suis sûr que tu ne sais rien de l'*Action Française*, du moins sur le plan de la méthode et de la philosophie politique. Eh bien, t'as qu'à demander le programme...

L'humour est-il de gauche ? Je te laisse en discuter mais permets-moi de dire que la rigolade, elle, est réactionnaire ! Un gauchiste ne peut pas chanter les vertus du *Chinon* ou du *Mercrey* sur l'air des *Cent louis d'or*, parlieux de sectaire pisse-froid, indéfinissable constipé ! L'équilibre, chez nous, je crois qu'on pas parcimonieuse en réjouissances quand on sait lui faire de l'œil ! Nature, voilà, le mot naïve. Permanence des lois naturelles, transmission, tradition. Je sens d'ici mon vin qui vieillit lentement, fruit d'une saison de soleil, de plusieurs siècles d'effort. Aucune révolution ne pourra m'en donner autant. Aucune construction ex nihilo, conçue soi-disant pour améliorer l'ordinaire, ne peut se substituer à la longue capitalisation des expériences humaines, à l'énorme savoir amassé et à sa continuité naturelle.

Je m'égare un peu, parlant au sentiment plus

Royaliser l'université

Avec moins d'acuité peut-être qu'en ce qui concerne les lycées se trouve aujourd'hui posé le problème de l'insertion de l'étudiant, de l'université dans la vie sociale concrète. Les lycées appartiennent « structurellement » à la République, même lorsque les lycéens lui échappent, et la République n'est pas moins jalouse de ses prérogatives dans le domaine universitaire. Toutefois, chacun est aujourd'hui conscient de la nécessité de redonner à l'université une finalité sociale.

RELIER L'UNIVERSITE AU PAYS REEL

Si tous les mouvements politiques posent le problème, en général sous l'angle de la sélection et des débouchés, aucun ne le résout. Aucun n'a osé jusqu'à ce jour mettre en cause les structures qui, liant l'université au Pays légal (partis, centralisation, existence de « lobbies » ou groupes de pression), lui interdisent de s'intégrer au Pays réel (régions, professions). Il faut donc abattre le pays légal universitaire en le supplantant et donner à l'université une autre armature.

L'implantation n'est pas seulement l'insertion du militant royaliste au cœur de la vie étudiante et universitaire sous ses divers aspects : elle est aussi **institutionnelle**. La Contre-révolution s'implante par la mise en œuvre de forces nouvelles susceptibles de donner naissance à une nouvelle ossature universitaire. Ce sont les forces vives de la nation dont le mouvement royaliste constitue l'avant-garde.

Vis-à-vis du pays légal universitaire (appareil de l'Education Nationale, conseils élus, « lobbies » mandariniaux), le rôle des groupes royalistes est **destructeur**. Par contre, notre rôle est **médiateur** entre le Pays réel et le monde universitaire, par l'introduction dans l'université de forces nouvelles capables de faire éclater le cadre légal.

Nous devons à tout prix éviter le piège gestionnaire. A l'inverse du Parti communiste, par exemple, nous ne pouvons espérer rendre crédible notre projet global (la France monarchique) par les améliorations que nous pourrions apporter au système actuel. Ce serait se résigner à n'être que la bonne conscience de l'ordre établi : « **Beaucoup de gens ont cru pouvoir se rendre utiles sous le régime en vigueur. Mais ce régime est conçu et combiné pour les épuiser vainement. Qu'ils voient la vérité ! Et qu'enfin elle leur impose ces ruptures libératrices qui leur rouvriront l'avenir** ». (Charles Maurras).

Il n'y a plus aujourd'hui de lutte limitée aux seuls étudiants. Notre objectif est la **royalisation de l'université**.

D'abord, il convient de lier notre combat à celui que mènent les (très rares) enseignants contre-révolutionnaires. Et ensuite, lorsque nos solutions universitaires seront crédibles, nous nous intégrerons aux luttes multiples du Pays réel. En dernière analyse, le problème universitaire n'est pour nous, royalistes, qu'un aspect du problème politique national.

LE SECRETARIAT NATIONAL UNIVERSITAIRE

Notre volonté de liquider l'appareil légal dans l'université exige dans la pratique une harmonisation totale de nos activités. Un appareil centralisé se détruit en frappant à la tête. Si le tir doit être concentré, les armes sont diverses. Chaque section, chaque groupe d'A.F. doit choisir son meilleur outil pour frapper au même endroit. Pour donner un exemple, la constitution d'une mutuelle locale des étudiants (certains y songent) concourt au même but que la destruction d'un pouvoir rectoral. A chaque fois, c'est une part de la réalité du pouvoir qui échappe à un organisme légal. Ces questions seront développées au cours de notre premier congrès royaliste universitaire.

C'est dans cette optique qu'est constitué le **Secrétariat National Universitaire (S.N.U.)**.

— Une stratégie des « Libertés » fondée sur la mise en œuvre des autonomies implique la plus grande diversité dans le choix des campagnes par les sections.

LE CHOIX DES ACTIONS EST A L'INITIATIVE DES SECTIONS.

— A l'inverse, le caractère centralisé des appareils légaux impose à ces actions de tendre à la destruction des organes centralisateurs.

L'ORIENTATION DE NOS ACTIONS EST UNIVOQUE ET S'IMPOSE RIGOREUSEMENT A TOUT GROUPE ROYALISTE ET A TOUT MILITANT ROYALISTE.

En tactique comme dans les principes, nous devons faire la preuve que nous seuls savons concilier LIBERTES et AUTORITE.

Joël BROQUET
Secrétaire National Etudiant

C.R.U.

CONGRES ROYALISTE UNIVERSITAIRE PARIS - 29/30 OCTOBRE